

Thème : IA et mutations contemporaines : contributions en arts, lettres, communication et sciences sociales

Publié le 30 novembre 2025, ce premier numéro spécial IA de Djiboul explore les transformations majeures que l'intelligence artificielle impose aux sociétés contemporaines, en particulier dans les champs des arts, des lettres, de la communication et des sciences sociales. À travers des études portant sur l'évolution des apprentissages, les pratiques médiatiques renouvelées, les enjeux éthiques et démocratiques, la vulnérabilité numérique des jeunes, les dynamiques universitaires, ou encore la persistance des questions linguistiques et culturelles à l'ère des humanités numériques, ce numéro propose une lecture critique et interdisciplinaire des mutations en cours. En rassemblant des contributions originales issues de divers horizons scientifiques, Djiboul affirme ici sa volonté de documenter, d'analyser et d'accompagner les bouleversements technologiques qui façonnent les imaginaires, les pratiques et les rapports sociaux dans le monde d'aujourd'hui.

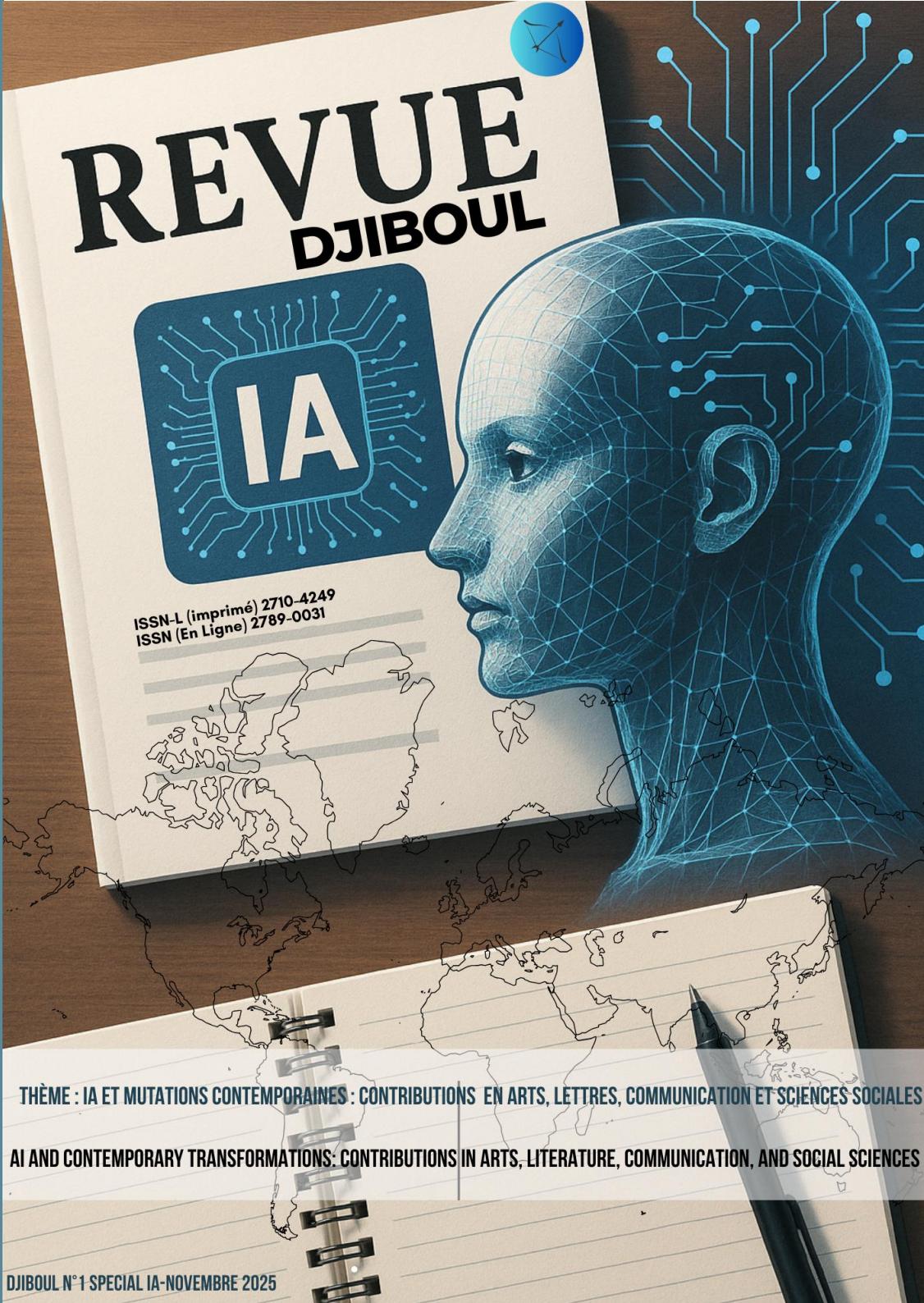
ISSN (imprimé) 2710-4249



e-ISSN (en ligne) 2789-0031

DJIBOUL

N°1 SPECIAL IA
NOVEMBRE 2025



THÈME : IA ET MUTATIONS CONTEMPORAINES : CONTRIBUTIONS EN ARTS, LETTRES, COMMUNICATION ET SCIENCES SOCIALES

AI AND CONTEMPORARY TRANSFORMATIONS: CONTRIBUTIONS IN ARTS, LITERATURE, COMMUNICATION, AND SOCIAL SCIENCES

DJIBOUL N°1 SPECIAL IA - NOVEMBRE 2025

RÉFÉRENCEMENT ET INDEXATION

REFERENCING AND INDEXING



Elektronische
Zeitschriftenbibliothek

FACTEUR D'IMPACT/ IMPACT FACTOR

Évaluation SJIF

2020 : 3,574

2021 : 3,505

2022 : 4.906

2023 : 5.679

SJIFactor.com

2024: 6.829



Catalogue **plus**



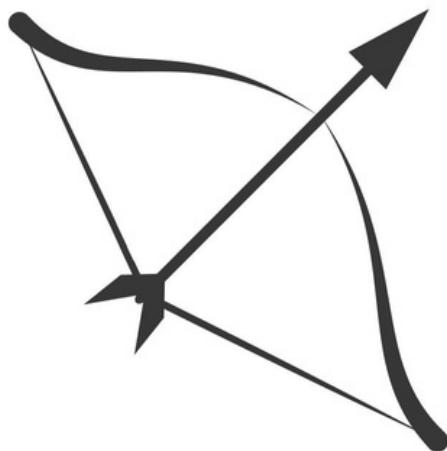
DJIBOUL | Revue Scientifique des Arts-Communication, Lettres, Sciences Humaines et Sociales

ISSN 2710-4249
e-ISSN-2789-0031

<http://djiboul.org/>
revue.djiboul@gmail.com

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Revue Djiboul



Périodique : Semestriel

ÉDITEUR
DJIBOUL 

- *Sous-direction du dépôt légal, 2ème Trimestre 2021*
- *Dépôt légal n°17472 du 07 mai 2021*

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Sié HIEN, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

DIRECTEUR DE RÉDACTION

Sié Justin SIB , Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Pierre Adou Kouakou KOUADIO, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Nèma DIAKITE, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

El Hadji Yaya KONE, Université d'Ottawa, Canada

Ténon KONE, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Christakis CHRISTOTI, Université de Chypre

Sam NIAMKE, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

Kassoum KOUROUMA, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Donourou Bakary OUATTARA, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

Boukaré NACOULMA, École Normale Supérieure de Koudougou, Burkina Faso

Michèle Louvrance FOTSING MAKOUEGHA, Université de Garoua, Cameroun

Koffi Yeboua Vincent KOUASSI, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Issoufou François TIROGO, Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso

Kouadio Éric ADJOUMANI, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

Samedi KOYE, Université de Moundou, Tchad

Kouassi Sidoine AGNISSONI, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

ASSISTANT ADMINISTRATIF

Sié Léo Wilfried SIB, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

COMITE SCIENTIFIQUE

ET DE LECTURE

A B O L O U	Camille Roger	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
A D J E R A N	Moufoutaou	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
A H O U A	Firmin	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
A S S A N V O	Amoikon Dyhie	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
B O G N Y	Yapo Joseph	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
B A N G O U	Francis	Université d'Ottawa, Canada
G B A K R E	Andoh Jean-Marie	Université Péléforo-Gbon-Coulibaly, Côte d'Ivoire
G O A	Kacou	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
G O R A N	Koffi Modeste	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
H I E N	Amélie	Université Laurentienne, Canada
K A B O R E	Bernard	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
K A M A R A	Adama	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
K A M A T E	Banhouman	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
K A M B I R É	Bébé	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
K A N T C H O A	Laré	Université de Kara, Togo
K O F F I	Elvis Gbaklat	École Normale Supérieure d'Abidjan, Côte d'Ivoire
K O U A D I O	M'Bra Kouakou D.	Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire
K O S S O N O U	Kouabena Théodore	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
L A N S E U R	Soufiane	Université de Béjaïa, Algérie
M A L G O U B R I	Pierre	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
N A I M A	Guendouz-Benamar	Ecole Normale Supérieur d'Oran (ENSO) - Oran, Algérie
N ' D O N G O - I .	Yvon Pierre	Université Marien Ngouabi, Congo Brazzaville
O M B E N I K I K U K A M A	Monzat	Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP -BUKAVU), RDC
O U A S S A	Kouaro Monique	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
O U E D R A O G O	T. Alain	Centre National de Recherche Scientifique et Technologique, Burkina Faso
P A L I	Tchaa	Université de Kara, Togo
S A T R A	Baguissoga	Université de Kara, Togo
S A W A D O G O	Awa 2ème Jumelle	Université Joseph Ki-ZERBO, Burkina Faso
S O M É Z .	Maxime	Université Norbert ZONGO de Koudougou, Burkina Faso
T C H A B L E	Boussanlégué	Université de Kara, Togo
T H I A M	Ousseynou	Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
T A P E	Jean-Martial	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
Y A G O	Zakaria	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
Y E O	Kanabein Oumar	Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
ZAGRE / KABORE	Edwige	Université Norbert ZONGO à Koudougou, Burkina Faso

LIGNE EDITORIALE

DJIBOUL

est un néologisme *lobiri* formé à partir de *djir* « connaitre, savoir » et *bouli* « regrouper, mettre ensemble ». En un mot, **DJIBOUL** symbolise l'expression des connaissances scientifiques ou savoirs qui permettront aux contributeurs ou chercheurs d'avoir une ascension professionnelle.

L'arc et la flèche symbolisent le courage, l'adresse ou l'habileté ce qui caractérise la vision de la revue.

DJIBOUL est une revue à parution semestrielle de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Elle publie les articles des domaines des arts, communication, des lettres, des sciences humaines et sociales. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Les articles soumis à la **revue DJIBOUL** sont anonymement instruits par deux évaluateurs. En fonction des avis de ces deux instructeurs, le comité de rédaction décide de la publication de l'article soumis, de son rejet ou alors demande à l'auteur de le réviser en vue de son éventuelle publication. Les articles à soumettre à la revue doivent être conformes aux normes ci-dessous décrites et le non respect des normes éditoriales entraîne le rejet du projet d'article.

Dr. SIB Sié Justin
Maître de Conférences
Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

CONSIGNES AUX AUTEURS

- **Le nombre de pages minimum : 10 pages, maximum : 18 pages**
- **Interligne : 1.15.**
- **Numérotation numérique : chiffres arabes, en bas et à droite de la page concernée.**
- **Police : Book Antiqua, Taille 12**
- **Orientation : portrait.**
- **Marge : haut et bas : 2,5cm, droite et gauche : 2,5cm.**

MODALITES DE SOUMISSION

Tout manuscrit envoyé à la revue **DJIBOUL** doit être inédit, c'est-à-dire n'ayant jamais été publié auparavant dans une autre revue. Les manuscrits doivent impérativement satisfaire les indications ci-dessous et envoyés au directeur de publication à l'adresse suivante : revue.djiboul@gmail.com .

- **Titre :** La première page doit comporter le titre de l'article, les Prénoms et Noms des auteurs, leur institution d'affiliation et leur adresse complète.
- **Résumé :** Le résumé ne doit pas dépasser 300 mots. Il doit être succinct de manière à faire ressortir l'essentiel de l'analyse.
- **Mots-clés :** Ils ne doivent pas dépasser cinq.
- **Introduction :** Elle doit fournir suffisamment d'informations de base, situant le contexte dans lequel l'étude a été entreprise. Elle doit permettre au lecteur de juger la valeur qualitative de l'étude et évaluer les résultats acquis.
- **Corps du sujet :** Les différentes parties du corps du sujet doivent apparaître dans un ordre logique. (Ex : 1. ; 1.1 ; 1.2 ; 2. ; 2.1 ; 2.2 ; etc.). L'introduction et la conclusion ne sont pas numérotées.
- **Notes de bas de page :** Elles ne renvoient pas aux références bibliographiques, mais aux informations complémentaires.
- **Citation :** Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, des façons suivantes : En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p.223), est : « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), »

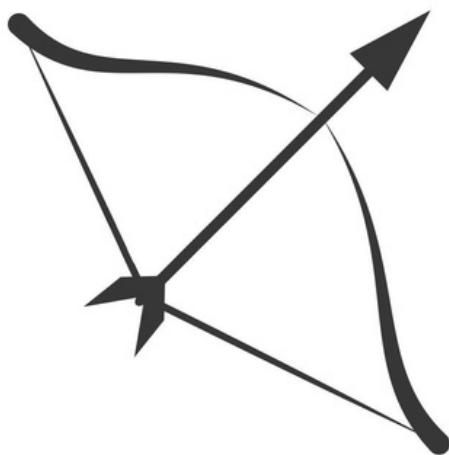
- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit : Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères.

Diakité (1985, p.105)

- Conclusion : Elle ne doit pas faire double emploi avec le résumé et la discussion. Elle doit être un rappel des principaux résultats obtenus et des conséquences les plus importantes que l'on peut en déduire.
- Références bibliographiques : Les auteurs convoqués pour la rédaction seront mentionnés dans le texte avec l'année de publication, le tout entre parenthèses.
 - *Journal* : Noms et prénoms de tous les auteurs, année de publication, titre complet de l'article, nom complet du journal, numéro et volume, les numéros de première et dernière page.
 - *Livres* : Noms et prénoms des auteurs, année de publication, titre complet du livre, éditeur, maison et lieu de publication.
 - *Proceedings* : Noms et prénoms des auteurs, année de publication, titre complet de l'article et des proceedings, année et lieu du congrès ou symposium, maison et lieu de publication, les numéros de la première et dernière page.

DJIBOUL

N° 1, Spécial IA

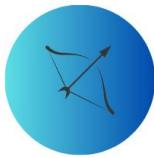




Sommaire

Editorial

01.	Abdoulaye NGARDIGUINA Usages professionnels de l'intelligence artificielle dans les médias tchadiens : perceptions, pratiques et enjeux éthiques	01
02.	Agossou Mèssè Boris Quentin SAGBO Médias, réseaux sociaux et vulnérabilité sexuelle numérique des jeunes à Cotonou et Abomey-Calavi : facteurs d'engagement et comportements à risque.	15
03.	Hamado OUEDRAOGO L'intelligence artificielle, dans la démocratie et dans la formation quels enjeux éthiques ?	29
04.	Hamed dit Patindéba Patric LEGA & Berthe Valérie YEYE Plateformes de streaming et cinéma burkinabè : enjeux, opportunités et contraintes pour les créateurs locaux	41
05.	Idrissou ZIME YERIMA Signes persistants de la colonisation linguistique en Afrique à l'ère de l'IA	57
06.	Joël NZAMPUNGU IMBOLE & Rizet MAKIZAYILA MPIOSI Journalisme d'investigation en République Démocratique du Congo : enjeux, risques et résilience	77
07.	Martine CLÉMOT DIPL. Adieu les apprentissages de l'écriture : Vive l'école laboratoire orale guinéenne 2.0 Prédiction de la diminution de l'importance des apprentissages de l'écriture pour le futur de notre humanité	103
08.	Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, Gilchrist GOUTHON, Eloi ZINGBE & Melvine DOSSOU-KOKO Pratiques pédagogiques et usages de l'intelligence artificielle générative dans l'enseignement supérieur : cas de l'Université Nationale d'Agriculture du Bénin	123
09.	Rime EL HIANI & Moulay smail HAFIDI ALAOUI Influence des réseaux sociaux et des deepfakes sur l'image corporelle et la vulnérabilité des adolescents en contexte scolaire au Maroc	135
10.	Théodore MVONDO & Georges NOUMBI NOUWOU Recours à l'intelligence artificielle générative dans la recherche d'information : rôle des sentiments et jugements métacognitifs chez les élèves-professeurs	181
11.	Chiadon Maeva Evelyn Desirée YAPI & Koffi Gnamien Jean-Claude KOFFI Genre, Intelligence Artificielle et fracture numérique en Afrique : quels défis pour l'inclusion technologique des femmes à Abidjan ?	197



JOURNALISME D'INVESTIGATION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : ENJEUX, RISQUES ET RÉSILIENCE

[Etapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 25-09-2025 / Date de retour d'instruction : 10-10-2025 / Date de publication : 31-11-2025

Joël NZAMPUNGU IMBOLE

Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo¹

 joel.nzampungu@unikin.ac.cd

&

Rizet MAKIZAYILA MPIOSI

Université Omnia Omnibus²

 makizayilarizet@gmail.com

Résumé : Le journalisme d'investigation en RDC joue un rôle central dans la lutte contre la corruption systémique et face à un État de droit fragile. L'étude qualitative montre que, bien qu'il constitue un contre-pouvoir essentiel dénonçant les abus de pouvoir et l'exploitation illégale des ressources, le journalisme d'investigation reste très risqué pour les professionnels. Les journalistes font face à trois principaux risques : insécurité physique, harcèlement juridique et précarité économique, ce qui conduit souvent à une forte autocensure.

Pour y faire face, les journalistes font preuve de résilience en s'appuyant sur le soutien externe, les outils numériques (OSINT) et la mutualisation des ressources. Cependant, malgré l'écho social généré par des enquêtes comme celle des forages et lampadaires, leur impact concret est limité par l'impunité et la faiblesse du système judiciaire. L'article conclut que ce journalisme est vital pour la sensibilisation du public et doit être renforcé (fonds de soutien, protection) pour que les révélations se traduisent en véritable redevabilité.

Mots clés : journalisme d'investigation, RDC, corruption, impunité, résilience, insécurité physique, harcèlement.

¹ Joël NZAMPUNGU est docteur en communication et doctorant en criminologie (Sécurité Intérieure), enseignant-rechercheur à l'école de criminologie de l'Université de Kinshasa.

² Philosophe et théologien, Rizet MAKIZAYILA MPIOSI est prêtre de l'Archidiocèse de Kinshasa et chercheur en communication.

INVESTIGATIVE JOURNALISM IN THE DRC: CHALLENGES, RISKS, AND RESILIENCE

Abstract: Investigative journalism in the DRC plays a central role in the fight against systemic corruption and in the context of a fragile rule of law. The qualitative study shows that, although it constitutes an essential counter-power denouncing abuses of power and illegal exploitation of resources, investigative journalism remains highly risky for professionals. Journalists face three main risks: physical insecurity, legal harassment, and economic precarity, which often lead to strong self-censorship.

To cope with these challenges, journalists demonstrate resilience by relying on external support, digital tools (OSINT), and resource sharing. However, despite the social resonance generated by investigations such as the "forages et lampadaires" (boreholes and streetlights) case, their concrete impact is limited by impunity and the weakness of the judicial system. The article concludes that this journalism is vital for public awareness and must be strengthened (support funds, protection) for revelations to translate into genuine accountability.

Keywords: investigative journalism, DRC, corruption, impunity, resilience, physical insecurity, harassment.

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC), cette vaste nation d'Afrique centrale, est un territoire paradoxalement riche en ressources naturelles mais historiquement lesté par une succession de conflits, une gouvernance défaillante et des défis socio-économiques colossaux. Son paysage médiatique, bien que dynamique, demeure complexe et en constante mutation. Les médias traditionnels comme la presse écrite, la radio et la télévision cohabitent avec une présence grandissante des médias numériques, reflétant une volonté d'adaptation à l'ère de l'information rapide. Cependant, « le développement des médias est intrinsèquement lié au développement politique et économique » (Hallin, 2000, p. 289), et dans le cas de la RDC, cette intrication révèle des difficultés profondes.

Le journalisme, et en particulier le journalisme d'investigation, s'exerce dans un contexte extrêmement difficile. Les enjeux de pouvoir sont omniprésents et la corruption endémique touche de nombreux secteurs, comme le confirment régulièrement les rapports d'organisations internationales. Transparency International (2023) classe la RDC parmi les pays les plus corrompus, soulignant l'ampleur du défi. Parallèlement, les violations des droits humains et l'exploitation illégale des ressources naturelles, liées aux conflits et à la prédatation des élites, persistent. Ces réalités imposent un journalisme capable de révéler les faits cachés et d'analyser en profondeur les malversations, pour soutenir la transparence, la redevabilité et le progrès démocratique. Dans les nations en développement comme la RDC, où les institutions peuvent être fragiles, les cadres légaux parfois poreux et les mécanismes de contrôle



citoyen limités, le journalisme d'investigation assume un rôle d'une importance capitale, celui de "chien de garde" (watchdog) de la démocratie. Cette fonction est essentielle pour compenser les lacunes des autres piliers de la gouvernance. David Protess et ses co-auteurs affirment que « le journalisme d'investigation sert à la fois de source d'information pour le public et d'incitation à l'action pour les décideurs » (Protess et al., 1991, p. 11).

Ce type de journalisme permet de mettre en lumière les dysfonctionnements, les abus de pouvoir et les actes de corruption qui non seulement entravent le développement socio-économique, mais minent également la confiance des citoyens envers leurs dirigeants et leurs institutions. En exposant les faits cachés, en dénonçant les malversations et en exigeant des comptes aux responsables, les journalistes d'investigation contribuent activement à une meilleure gouvernance, à la protection des droits humains et à une allocation plus équitable des ressources publiques. Ils jouent un rôle irremplaçable dans la construction d'une opinion publique informée et exigeante.

À l'ère du numérique, l'intelligence artificielle (IA) commence à jouer un rôle croissant dans le journalisme d'investigation. Elle permet d'analyser rapidement de grands volumes de données, d'identifier des schémas de corruption ou de malversations, et de faciliter la vérification des faits provenant de sources multiples. Les outils d'IA peuvent également soutenir la visualisation et la synthèse d'informations complexes, contribuant à rendre les enquêtes plus accessibles au public. Cependant, leur utilisation doit rester encadrée par un jugement humain et une vigilance éthique, car l'IA ne peut remplacer le travail d'investigation sur le terrain ni garantir l'objectivité face aux biais des algorithmes. Dans le contexte congolais, où l'accès à l'information est souvent difficile et les risques élevés, l'IA apparaît ainsi comme un levier potentiel mais complémentaire pour renforcer la transparence et la redevabilité.

Malgré son importance théorique, l'impact du journalisme d'investigation RDC reste à examiner. Dans ce contexte, les questions de recherche suivantes sont posées : Dans quelle mesure le journalisme d'investigation en RDC agit-il comme un "phare dans l'obscurité" face aux réalités congolaises ? Quels sont ses leviers et ses freins ? Quelles sont ses contributions et ses limites face aux réalités congolaises, marquées par l'insécurité, la pression politique et le manque de moyens ?

Nos hypothèses de recherche suggèrent que, bien que confronté à d'énormes défis, le journalisme d'investigation joue un rôle significatif dans la révélation des pratiques corruptives et des violations des droits humains. Cependant, les contraintes sécuritaires, politiques et économiques constituent des freins majeurs à son efficacité.

Nous pensons que les initiatives individuelles et collectives des journalistes, habituellement soutenues par des organisations internationales, sont des leviers importants pour cette pratique. L'impact des enquêtes est fréquemment limité par la faiblesse de l'État de droit et l'impunité, et le renforcement de ce journalisme nécessite un effort concerté en matière de formation, de protection et de soutien financier.

Nos objectifs sont de décrire l'état actuel du journalisme d'investigation en RDC, d'identifier ses principaux défis, d'analyser les méthodes et les pratiques utilisées par les journalistes congolais, d'évaluer l'impact de leurs enquêtes sur la société et de proposer des pistes concrètes pour renforcer ce secteur.

1. Revue de la littérature

La littérature académique s'accorde à définir le journalisme d'investigation comme une quête proactive et rigoureuse de vérités cachées, visant à exposer les abus de pouvoir, les fraudes et les injustices (De Burgh, 2008). Dans des contextes comme la RDC, où les institutions de contrôle sont faibles, ce rôle de "chien de garde" est amplifié, faisant des journalistes « des agents potentiels de changement et de redevabilité » (Protess et al., 1991).

Des études sur le journalisme africain, bien que parfois généralistes, soulignent que malgré les entraves, l'investigation a contribué à la dénonciation de la corruption et à la promotion d'une gouvernance plus saine sur le continent (Wasserman & De Beer, 2009).

Malgré cela, le contexte congolais impose des contraintes sévères. Les rapports d'organisations comme Reporters Sans Frontières (RSF, 2024) et le Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ, 2024) dressent un tableau sombre : menaces, intimidations, agressions physiques et détentions arbitraires sont monnaie courante pour les journalistes s'aventurant sur des sujets sensibles. Cette insécurité physique et juridique engendre une autocensure généralisée, limitant la portée et la fréquence des enquêtes audacieuses (Mutunda, 2018).

Au-delà de la violence directe, la précarité économique est un frein majeur. De faibles salaires et le manque chronique de moyens techniques et financiers dans les rédactions (Kadima, 2015) compromettent la capacité des journalistes à mener des enquêtes approfondies et indépendantes. Cette vulnérabilité économique peut malheureusement les exposer à des pressions extérieures, voire à la corruption, érodant la crédibilité de leurs travaux. L'accès à l'information publique, pourtant fondamental pour l'investigation, demeure un défi persistant en RDC, entravé par l'opacité administrative et l'absence de mécanismes transparents.



En dépit de ce climat hostile, des initiatives de journalisme d'investigation persistent et se développent en RDC. La montée en puissance des médias numériques et des plateformes en ligne est notable, offrant plus de flexibilité et de résilience face aux pressions que les médias traditionnels (Kasongo & Mamba, 2020). Des cellules d'investigation et des collectifs de journalistes émergent avec l'appui de partenaires internationaux et d'organisations de la société civile, cherchant à mutualiser les expertises et les ressources.

Les thématiques privilégiées par ces enquêtes reflètent les préoccupations majeures du pays : la corruption à grande échelle et les détournements de fonds publics dominent, suivis par les violations des droits humains, l'exploitation illégale des ressources naturelles et, dans une moindre mesure, les dysfonctionnements des services sociaux essentiels (santé, éducation). Des cas documentés montrent comment des révélations ont pu déclencher des débats publics, des enquêtes judiciaires ou même des démissions (Lufungula, 2019). Pourtant, la littérature est unanime sur le fait que l'impact concret des enquêtes est continuellement limité par la faiblesse des institutions judiciaires et l'impunité qui prévaut, même face à des preuves accablantes (Steyn & Blankenberg, 2017).

Le "phare" éclaire, mais les mécanismes de réparation et de justice peinent à suivre. La littérature actuelle, bien que descriptive des problèmes généraux, manque d'une analyse approfondie et contextualisée des stratégies d'adaptation et de résilience spécifiques développées par les journalistes d'investigation congolais face à ces obstacles uniques. La nouveauté de notre recherche réside précisément dans l'exploration fine de ces stratégies. Nous allons au-delà de la simple description des défis pour analyser comment les journalistes congolais adaptent leurs méthodes d'enquête (collecte de données, vérification des faits, protection des sources) en présence de menaces persistantes, de lois ambiguës et d'un accès limité à l'information publique. Comment contournent-ils les blocages ? Quelles sont leurs astuces pour opérer dans l'ombre ?

Nous nous pencherons sur la nature et l'efficacité des réseaux de solidarité (formels et informels) entre journalistes, avec la société civile locale et les organisations internationales. Comment ces collaborations facilitent-elles ou entravent-elles la conduite des enquêtes ? Sont-elles suffisantes pour garantir la sécurité et la viabilité des projets d'investigation ? Au lieu de simplement constater l'impunité, notre recherche s'efforcera de comprendre les effets "latents" ou "indirects" des enquêtes. Même si les coupables ne sont pas toujours traduits en justice, quel est l'impact sur la prise de conscience publique, la mobilisation de la société civile, ou l'établissement de nouvelles normes de conduite, même implicites ? Contrairement aux

recommandations génériques, nos propositions seront spécifiquement élaborées à partir des leçons tirées des expériences des journalistes congolais eux-mêmes, visant des solutions pratiques et adaptées au contexte sécuritaire, économique et politique de la RDC. En somme, notre recherche ne se contente pas de confirmer que le journalisme d'investigation en RDC est un phare, mais cherche à comprendre comment il parvient à rester allumé, quelles sont les technologies de son éclairage, et quels sont les brise-lames qui le protègent, même imparfaitement, des vagues de l'obscurité.

2. Cadre théorique et conceptuel du journalisme d'investigation

2.1. Définition et spécificités du journalisme d'investigation

Le journalisme d'investigation se distingue des autres formes de journalisme par sa profondeur, sa durée et son objectif. Il ne s'agit pas simplement de rapporter des faits bruts, mais de mener une enquête approfondie pour révéler des informations cachées, sensibles, qui concernent des questions d'intérêt public. Selon Mark Hunter, « le journalisme d'investigation est le reportage, par l'initiative propre du journaliste, de matières d'importance pour les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs, pour lesquelles d'autres veulent garder le secret » (Hunter, M., 2011, p.5). Les spécificités du journalisme d'investigation résident dans :

- ✓ *L'initiative du journaliste* : Contrairement au journalisme réactif qui suit l'actualité, le journalisme d'investigation est généralement initié par le journaliste lui-même, suite à un soupçon, une rumeur ou une information parcellaire.
- ✓ *La recherche de l'inédit* : L'objectif est de dévoiler des informations qui n'étaient pas connues du public, qui ont été dissimulées ou qui nécessitent une mise en perspective nouvelle.
- ✓ *L'utilisation de méthodes d'enquête rigoureuses* : Les journalistes d'investigation recourent à diverses techniques de recherche, telles que l'analyse de documents, les entretiens approfondis avec des sources parfois réticentes, la surveillance (dans le respect de la loi), et l'utilisation de bases de données.
- ✓ *L'engagement de ressources importantes* : Les enquêtes d'investigation sont généralement plus longues et nécessitent un investissement de temps, de moyens financiers et humains plus conséquent que le reportage d'actualité.
- ✓ *La prise de risque* : En exposant des informations sensibles, les journalistes d'investigation s'exposent à des pressions, des menaces, voire des représailles de la part des personnes ou des organisations visées par leurs révélations.

2.1.1. Historique et évolution du journalisme d'investigation à l'échelle mondiale et africaine

Si des formes embryonnaires de journalisme d'enquête existent depuis longtemps, le journalisme d'investigation tel que nous le connaissons émerge véritablement au début



du XXe siècle aux États-Unis avec le mouvement des "muckrakers³". Des journalistes comme Ida Tarbell et Upton Sinclair ont mené des enquêtes approfondies sur les grandes entreprises et les problèmes sociaux de leur époque, contribuant à des réformes législatives et à une prise de conscience du public (Filler, 1976).

En Afrique, le développement du journalisme d'investigation a été plus tardif et entravé par des contextes politiques autoritaires et un manque de ressources. Toutefois, des figures pionnières et des publications courageuses ont émergé, notamment dans la période post-indépendance, en dénonçant la corruption et les abus de pouvoir. L'avènement de la démocratisation dans les années 1990 a permis un essor du journalisme indépendant et une reconnaissance progressive de l'importance de l'investigation pour la bonne gouvernance. Des organisations régionales et internationales ont également joué un rôle déterminant en soutenant la formation des journalistes africains aux techniques d'enquête et en promouvant la liberté de la presse.

2.1.2. Le rôle du journalisme d'investigation dans une démocratie

Dans une société démocratique, le journalisme d'investigation remplit plusieurs fonctions. Il joue un rôle de chien de garde en surveillant les actions des pouvoirs publics et des acteurs privés pour débusquer les irrégularités, les conflits d'intérêts et les abus de pouvoir. De plus, il contribue à la transparence et à la redevabilité en rendant publiques des informations cachées, ce qui permet aux citoyens d'être mieux informés et de tenir leurs dirigeants responsables. Les révélations issues d'enquêtes journalistiques peuvent aussi déclencher des débats publics et des réformes, alertant l'opinion et menant à des changements législatifs ou politiques. Le journalisme d'investigation contribue également à la protection de l'intérêt public en exposant des pratiques illégales ou nuisibles, et au renforcement de l'état de droit en fournissant des preuves qui peuvent inciter les autorités judiciaires à ouvrir des enquêtes et à traduire les responsables en justice.

2.2. Cadre théorique

Pour mener à bien cette recherche, nous avons convoqué trois théories complémentaires : la théorie de l'agenda setting, la théorie du Gatekeeping, et la théorie du cadre.

³ Le terme "muckrakers" (que l'on pourrait traduire littéralement par "chercheurs de boue" ou "fouilleurs de merde") désigne un mouvement de journalistes d'investigation américains actifs principalement au début du XXe siècle pendant l'ère progressiste. Leur but principal était d'exposer la corruption, les abus et les pratiques malhonnêtes dans les affaires, la politique et la société, ciblant spécifiquement les monopoles industriels, les conditions de travail déplorables, la prostitution et la fraude gouvernementale.

La première grille de lecture postule que les médias ne disent pas aux gens ce qu'il faut penser, mais plutôt à quoi penser. En se concentrant sur certains sujets, les médias influencent la perception du public sur leur importance (McCombs & Shaw, 1972). Le journalisme d'investigation, en mettant en lumière des problèmes spécifiques comme la corruption, peut ainsi contribuer à placer ces questions à l'agenda public et à inciter à l'action. La théorie du Gatekeeping par contre décrit le processus par lequel l'information est sélectionnée et filtrée avant d'être diffusée. Les journalistes et les rédacteurs en chef agissent comme des "gardiens de l'information" (Lewin, 1943). Dans le contexte du journalisme d'investigation, le "gatekeeping" peut influencer les sujets qui font l'objet d'une enquête et la manière dont les résultats sont présentés. Des pressions politiques ou économiques peuvent par exemple conduire à la non-publication d'enquêtes sensibles. La théorie du cadre (*Framing theory*) enfin suggère que la manière dont les informations sont présentées, c'est-à-dire le "cadre" utilisé, influence la façon dont le public les interprète (Entman, 1993). Les journalistes d'investigation, à travers leur choix de mots, leurs angles d'approche et la sélection des faits, peuvent influencer la perception du public à l'égard des problèmes qu'ils mettent en lumière et des acteurs impliqués.

3. Méthodologie de recherche

Notre recherche a adopté une approche qualitative avec une méthodologie rigoureuse pour une compréhension en profondeur du journalisme d'investigation en RDC. Pour les entretiens semi-directifs, nous avons constitué un échantillon de 21 personnes. Ce nombre a été jugé suffisant pour atteindre la saturation des données, un point où les nouvelles informations n'ont plus apporté de perspectives significatives. Nous avons sélectionné les participants par un échantillonnage raisonné pour garantir la pertinence de chaque profil.

Nous avons interrogé six (6) journalistes d'investigation, qui ont fourni des témoignages de première main sur les défis, les leviers, les méthodes et les risques du terrain. Nous avons également inclus six (6) experts des médias et universitaires pour contextualiser le journalisme d'investigation dans le paysage médiatique congolais et apporter une perspective théorique. Quatre (4) représentants d'organisations de défense de la liberté de la presse ont été consultés pour évaluer les défis sécuritaires, politiques et juridiques, et pour comprendre les mécanismes de soutien existants. Enfin, nous avons inclus cinq (5) représentants de la société civile pour évaluer l'impact des enquêtes journalistiques sur la société et la réception de ces travaux par le public.

Nous avons appliqué une analyse thématique aux transcriptions des entretiens. Cette méthode a consisté à coder les données en identifiant des mots-clés et des expressions récurrentes, puis à regrouper ces codes en thèmes larges (par exemple, "Défis



sécuritaires", "Contraintes financières", "Soutien extérieur", etc.). Cette approche a permis de faire émerger les points de convergence et de divergence entre les discours. Parallèlement, une analyse de cas s'est concentrée sur la reconstitution détaillée du processus d'enquête pour un cas, de la genèse de l'idée à la diffusion. L'évaluation de l'impact s'est faite au-delà des résultats immédiats, en examinant les réactions des acteurs impliqués (autorités, public), ainsi que les éventuelles répercussions à long terme. Enfin, les résultats des analyses thématiques des entretiens ont été mis en perspective avec les conclusions des études afin d'enrichir la compréhension des phénomènes étudiés.

2.

3. 4.Résultats de la recherche

4.

5. Cette étude révèle un paysage médiatique résilient face à un environnement intrinsèquement hostile. Les résultats se concentrent sur la cartographie des acteurs, l'évolution des pratiques face à la numérisation, les freins systémiques (insécurité, pression politique et économique) et, enfin, l'impact mesuré des révélations. Cette section détaille comment, malgré une impunité persistante, le métier survit et contribue à la redevabilité publique par des mécanismes de solidarité et d'adaptation.

6.

7. 4. 1. Cartographie du journalisme d'investigation en RDC

Cette première section décrit l'état actuel et l'évolution du journalisme d'investigation en République Démocratique du Congo. Elle identifie les principaux acteurs et les thématiques qu'ils abordent, offrant une vue d'ensemble du paysage de l'investigation dans un contexte particulièrement complexe.

7.1.

7.2. 4.1.1. Les acteurs de l'investigation

Le journalisme d'investigation en RDC n'est pas une pratique homogène. Notre analyse des entretiens révèle un écosystème en mutation, où les efforts individuels, fréquemment héroïques, coexistent désormais avec des structures collectives plus organisées.

4.1.2. Les profils des journalistes

Les journalistes d'investigation en RDC sont majoritairement des hommes (80% de notre échantillon), avec une moyenne d'âge de 40 ans, indiquant une certaine maturité et une longue expérience du terrain. La plupart ont une formation en journalisme ou en communication, mais beaucoup ont perfectionné leurs compétences par l'auto-

formation et des stages de courte durée offerts par des partenaires internationaux. On distingue deux grandes catégories de journalistes investigateurs :

1. Le journaliste salarié d'une grande rédaction : Affilié à un média privé, il bénéficie d'une relative notoriété et d'un certain réseau, mais il est confronté à des pressions éditoriales et à un manque de ressources internes.
2. Le journaliste indépendant ou "freelance" : Il opère en marge des grandes rédactions, avec l'appui de partenaires étrangers pour la plupart. Il jouit d'une plus grande liberté éditoriale mais est confronté à une précarité financière et à une absence de soutien institutionnel en cas de menaces. Un extrait d'entretien illustre bien ce paradoxe :

"Travailler pour un grand média, c'est avoir une vitrine. Mais quand vous proposez une enquête sensible, le patron peut vous dire "Laissez tomber, c'est trop risqué pour le business." J'ai fini par créer mon propre blog, où je me sens plus libre, mais sans salaire, c'est un vrai combat." (Journaliste de 45 ans, Kinshasa)

Ce témoignage corrobore la thèse de Kadima (2015) sur la précarité du métier, qui compromet l'indépendance éditoriale. Le journalisme d'investigation, par sa nature, nécessite du temps et des ressources que peu de médias locaux peuvent ou veulent allouer, ce qui pousse les professionnels les plus motivés vers des modèles alternatifs.

4.1.3. Le rôle des structures de soutien

Les entretiens ont mis en évidence le rôle capital des collectifs et des cellules d'investigation soutenues par des organisations internationales comme l'USAID, la Fondation Open Society ou des ONG européennes. Ces structures opèrent comme des incubateurs pour les projets d'enquête, fournissant des ressources que les journalistes ne trouveraient pas dans leurs propres rédactions et servant de leviers indispensables pour contourner les obstacles locaux.

Ce soutien financier est vital, car ces organisations fournissent des bourses qui couvrent les frais de déplacement, la logistique et les honoraires, permettant de s'affranchir du manque de moyens et de réduire le risque de corruption. Un journaliste a d'ailleurs témoigné :

"Sans la bourse que j'ai eue, je n'aurais jamais pu aller enquêter sur l'exploitation minière illégale dans l'Est. Le transport, la sécurité, l'accès aux lieux... c'est inabordable pour nous."

Le soutien technique est tout aussi important, car il permet l'accès à des formations spécialisées (sécurité numérique, vérification des données, utilisation de bases de données) et à des logiciels et équipements nécessaires.



Le soutien sécuritaire et juridique est peut-être le plus prépondérant. Il se traduit par la mise en place de protocoles de sécurité, de plans d'évacuation et une assistance juridique en cas de poursuites, réduisant l'autocensure. L'émergence de ces collectifs s'inscrit dans la tendance globale de la collaboration transfrontalière. Les journalistes congolais font de plus en plus partie de réseaux qui partagent des informations et des ressources, renforçant leur impact et leur sécurité.

4.1.4. Les thématiques abordées

L'analyse de l'étude des cas et des entretiens révèle que le journalisme d'investigation en RDC se concentre sur des sujets directement liés aux maux du pays, corroborant les rapports d'organisations comme Transparency International (2023). La corruption et les détournements de fonds représentent la thématique la plus fréquente. Les enquêtes se penchent sur les marchés publics opaques, les détournements de l'aide internationale ou les fortunes illicites des élites, des sujets qui ont une forte résonance publique. L'exploitation illégale des ressources naturelles est un autre sujet central, la RDC étant un "scandale géologique." Les enquêtes se concentrent sur l'exploitation du cobalt, du coltan et des minerais de sang, souvent avec la complicité d'acteurs politiques et militaires. Bien que moins nombreux, les reportages sur les violations des droits humains et les abus de pouvoir sont tout aussi importants. Ils documentent les abus de la police, de l'armée ou les violences dans les zones de conflit. Enfin, certaines enquêtes s'attachent aux dysfonctionnements des services publics, notamment la mauvaise gestion des hôpitaux, des écoles ou des infrastructures, touchant directement le quotidien des Congolais. Ces thèmes confirment la fonction de "chien de garde" (watchdog) du journalisme d'investigation, telle que théorisée par Protess et al. (1991). Un expert des médias commente :

"Le journalisme d'investigation en RDC, par sa nature, ne peut pas se permettre d'être léger. Quand un journaliste risque sa vie, ce n'est pas pour une histoire de potins. C'est pour dénoncer quelque chose de fondamentalement grave."

Cette section a posé les bases de notre analyse. Le journalisme d'investigation en RDC est une pratique dynamique, portée par des individus passionnés, et de plus en plus par des structures de soutien externes. Les sujets abordés sont le reflet des maux profonds du pays, mais les défis pour les mener à bien sont considérables.

4.2. L'évolution des pratiques

L'écosystème du journalisme d'investigation en RDC, confronté à des contraintes structurelles, a su développer des stratégies d'adaptation remarquables. Cette évolution se manifeste principalement par l'adoption de nouveaux outils numériques et par une collaboration accrue, à la fois interne et transfrontalière. Ces deux

phénomènes ne sont pas de simples tendances, mais de véritables mécanismes de survie et de renforcement, qui redéfinissent les pratiques du métier sur le terrain.

4.2.1. L'influence du numérique

Les entretiens révèlent un consensus sur le rôle transformateur des plateformes en ligne et des technologies émergentes, dont l'Intelligence Artificielle. Celles-ci offrent une alternative aux médias traditionnels, souvent limités par des pressions politiques ou économiques. Les réseaux sociaux et les blogs personnels permettent aux journalistes de diffuser directement leurs enquêtes, sans passer par le filtre d'une rédaction prudente. Un journaliste indépendant explique ce changement de paradigme :

"Twitter est devenu ma ligne de front. Je ne compte plus sur ma rédaction pour publier mes enquêtes sensibles. Je l'ai fait sur Twitter. Les réactions sont instantanées, ça circule vite. Même si les risques sont là, je me sens plus libre, plus efficace."

Ce témoignage illustre une forme de "disintermédiation" du journalisme, où les journalistes contournent les "gatekeepers" traditionnels pour établir un lien direct avec leur audience (Mabika & Zola, 2021, p. 45). Toutefois, cette liberté a son revers : la visibilité en ligne expose les journalistes à de nouvelles formes de harcèlement numérique, de désinformation orchestrée et de surveillance ciblée.

En plus de la diffusion, le numérique a révolutionné les méthodes d'enquête elles-mêmes. Les journalistes congolais apprennent à utiliser les outils de l'OSINT (Open Source Intelligence) pour collecter et vérifier des informations. Les bases de données publiques, les documents numérisés et les archives des réseaux sociaux deviennent des sources d'information pour identifier des connexions cachées, des patrimoines suspects ou des flux financiers illicites. Un autre journaliste raconte :

"On n'a pas accès à des registres officiels fiables. Mais avec le numérique, on peut croiser des données qui sont disponibles en ligne. On peut utiliser des photos géolocalisées sur les réseaux sociaux pour prouver une présence, ou des documents publiés par des tiers pour vérifier des faits."

Cette pratique, bien que salvatrice, est rendue difficile par la faible connectivité et la coupure de l'internet.

4.2.2. La mutualisation des ressources



Face aux contraintes sécuritaires et économiques, la collaboration est devenue une stratégie fondamentale. Elle se manifeste sous deux formes : la collaboration locale et la collaboration transfrontalière, chacune apportant des bénéfices spécifiques.

4.2.2.1. La collaboration locale et nationale

Les journalistes congolais s'organisent en réseaux et en collectifs pour partager les coûts, les risques et les expertises. Un reportage d'enquête, surtout dans les provinces éloignées, coûte cher et peut être extrêmement dangereux pour un seul journaliste. La mutualisation permet de répartir la charge et d'assurer une meilleure sécurité. Un journaliste explique cette logique :

"Si je pars seul en mission, je suis une cible facile. Si on est trois ou quatre, avec des rôles différents, le risque est divisé. Si l'un de nous est menacé, les autres peuvent continuer le travail. C'est une question de survie."

Cette approche collective renforce la qualité des enquêtes. En partageant les sources et en confrontant les informations, les journalistes réduisent le risque d'erreurs et de manipulation. Elle s'inscrit dans un modèle de "journalisme communautaire" où le soutien mutuel est un prérequis à l'indépendance et à l'efficacité (Mukendi & Lwamba, 2022, p. 78).

4.2.2.2. La collaboration transfrontalière et internationale

L'intégration des journalistes congolais dans des réseaux internationaux, comme le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), a un impact significatif. Ces collaborations apportent des ressources considérables et une visibilité globale aux enquêtes sur des sujets complexes et transnationaux. Un des journalistes interviewés, qui a participé à une enquête d'envergure, souligne les avantages :

"Quand vous travaillez sur une fuite de documents avec des journalistes américains, français ou belges, cela vous donne un sentiment de sécurité. Vous savez que si on vous touche ici, cela va faire du bruit à l'étranger. Ça vous protège, même si la menace ne disparaît jamais complètement."

Cette collaboration n'est pas sans critique. Certains chercheurs soulignent que les enquêtes internationales peuvent parfois privilégier des sujets qui intéressent davantage les bailleurs de fonds étrangers (Mbuyi, 2020, p. 34). Le risque est de voir les préoccupations locales moins couvertes au profit d'enquêtes transnationales, et de limiter l'autonomie éditoriale des journalistes congolais.

L'évolution du journalisme d'investigation en RDC montre un secteur résilient et adaptable. L'appropriation des outils numériques et le développement de

collaborations stratégiques permettent de contourner les obstacles traditionnels. Ces nouvelles pratiques créent également de nouvelles vulnérabilités, soulignant que la lutte pour l'information libre en RDC est une course constante entre l'innovation et la répression.

4.3. Analyse des freins et des leviers

Cette section explore la double réalité du journalisme d'investigation en RDC, en détaillant les obstacles considérables qui entravent sa pratique tout en mettant en lumière les stratégies de résilience et les leviers qui lui permettent de persister.

4.3.1. Les freins majeurs

La pratique du journalisme d'investigation en RDC est confrontée à une convergence de menaces qui en font une profession à haut risque. Ces menaces sont de nature sécuritaire, politique et économique, formant un environnement de travail hostile et imprévisible.

4.3.1.1. L'insécurité et les menaces physiques

Le risque physique est le frein le plus immédiat et le plus paralysant pour les journalistes d'investigation congolais. Les témoignages recueillis révèlent un climat de peur permanent, où les menaces ne sont pas de simples intimidations, mais des préludes à des agressions physiques, des détentions arbitraires ou des agressions. Un journaliste, qui a mené une enquête sur la corruption dans l'administration provinciale, décrit le processus d'intimidation :

"Dès que vous commencez à poser les bonnes questions, des inconnus vous appellent pour vous dire de 'faire attention à votre famille'. Ensuite, on vous suit en voiture, on vous envoie des messages cryptiques. C'est une pression psychologique qui vous fait abandonner. J'ai eu la chance de pouvoir m'en sortir vivant, mais le reportage a été abandonné, tout ça pour ma sécurité."

Ce témoignage corrobore les conclusions de l'Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA), qui documente de nombreux cas de menaces, d'agressions et de harcèlement judiciaire. L'étude de cas sur l'affaire du "contrat minier fictif⁴" a révélé que les deux journalistes impliqués avaient reçu des menaces de mort directes et que

⁴ En 2012, une investigation démasque cinquante neuf compagnies fictives exploitant frauduleusement les minerais de la RDC, basées dans les îles vierges britanniques et à Gibraltar. Cette enquête a été menée par le parlementaire britannique Eric Joyce. Son ONG Free Fair DRC a rendu public les résultats de cette enquête, lundi 28 mai 2012, à Kinshasa. Le représentant spécial de Free Fair DRC, Herman Nzeza, avait précisé qu'une bonne partie de ces compagnies appartient à un homme d'affaires juif qui entretiendrait des relations d'amitié avec le sommet de l'Etat congolais



leurs familles avaient été ciblées, ce qui a forcé l'un d'eux à fuir le pays. Ces méthodes, visant à la répression par la peur, sont une tactique bien rodée des acteurs corrompus et des élites pour étouffer les voix critiques. D'après un rapport de Reporters sans frontières (RSF, 2024), « l'insécurité est l'une des principales causes de l'autocensure des journalistes, qui se voient forcés de choisir entre leur intégrité professionnelle et leur survie ». Ce phénomène crée un vide d'information dans des secteurs pourtant critiques, où la corruption et les violations des droits de l'homme persistent à l'abri des regards. Le manque de protection de l'État et l'impunité quasi-systématique des auteurs d'actes de violence contre les journalistes amplifient ce sentiment d'insécurité.

4.3.1.2. La pression politique et le harcèlement juridique

Au-delà de l'insécurité physique, les journalistes d'investigation sont confrontés à des manœuvres politiques et judiciaires visant à les décrédibiliser ou à les réduire au silence. Les procès en diffamation, basés sur des accusations fallacieuses et intentés par des figures puissantes, sont une arme de choix.

"Quand vous publiez un article qui dérange, la première chose qu'ils font est de vous envoyer une mise en demeure. Puis, c'est le procès pour diffamation. On vous demande des millions de francs congolais en dommages et intérêts, que vous ne pourrez jamais payer. Le but n'est pas de gagner, mais de vous mettre en faillite, de vous forcer à vous endetter, et d'envoyer un signal aux autres."

Ce témoignage d'un journaliste illustre le concept de "SLAPP" (Strategic Lawsuit Against Public Participation), une tactique utilisée pour intimider et étouffer la critique en imposant des coûts financiers et juridiques exorbitants. La faiblesse et la politisation du système judiciaire congolais renforcent l'efficacité de cette menace. Un représentant d'une organisation de défense de la liberté de la presse confirme cette observation :

"Le système judiciaire n'est pas là pour protéger les journalistes, mais pour protéger les puissants contre les journalistes."

L'utilisation du cadre légal pour réprimer les journalistes a un effet dissuasif majeur sur la production d'enquêtes de fond, et conduit à l'abandon pur et simple des projets d'investigation, même si les faits sont avérés. La menace sur les sources est un autre aspect de ce harcèlement. Les puissants n'hésitent pas à menacer les informateurs des journalistes pour briser la chaîne de l'information. Un journaliste d'investigation raconte :

"J'ai failli me faire arrêter pour avoir parlé à un informateur. On m'a dit : 'On sait que vous êtes l'ami de X. Vous savez ce qui va lui arriver si vous ne parlez pas?' J'ai dû l'appeler pour qu'il se cache. On ne protège pas seulement notre vie, mais aussi celle de nos sources, ce qui est très difficile."

Cette pression sur les sources est un coup dur porté à la pratique de l'investigation elle-même. Sans accès à des sources fiables et protégées, il est impossible de documenter les crimes et les malversations.

4.3.1.3. Les contraintes économiques : Le "coupage" et le manque de moyens

Le journalisme d'investigation est une pratique coûteuse et chronophage. Le manque de moyens financiers dans les rédactions congolaises est un frein majeur à sa réalisation. La précarité du métier, caractérisée par de faibles salaires et des contrats précaires, expose les journalistes à des pressions extérieures, notamment la corruption.

"Ici, on ne parle pas de salaire, on parle de survie. Si une enquête peut vous rapporter un peu d'argent, vous êtes tenté de 'couper', de prendre une enveloppe. C'est mal, mais c'est pour nourrir votre famille."

Ce témoignage illustre une réalité douloureuse : la vulnérabilité économique peut compromettre l'éthique du journaliste. Le "coupage", terme local pour désigner la corruption des journalistes, devient une pratique tristement courante. Kadima (2015) précise que « le manque de financement indépendant rend le journalisme d'investigation particulièrement vulnérable aux influences extérieures. Les enquêtes nécessitent des voyages, du matériel, et de la sécurité, des coûts que les journalistes et leurs rédactions ne peuvent supporter sans un soutien extérieur ».

L'analyse des études de cas révèle que la plupart des enquêtes réussies ont été menées grâce à des bourses d'investigation financées par des ONG internationales. Sans ces fonds, les projets auraient été voués à l'échec. Le manque de moyens est un obstacle à la fois pour la collecte d'informations et pour la diffusion de qualité.

4.3.1.4. L'instrumentalisation politique du journalisme d'investigation

Au-delà des contraintes économiques intrinsèques au métier, le journalisme d'investigation fait face à une autre menace : son instrumentalisation par les acteurs politiques. Cette pratique, particulièrement pernicieuse, détourne l'objectif premier du journalisme (servir l'intérêt public) au profit d'agendas personnels ou de luttes de pouvoir.

a) L'usage du journaliste pour le "blanchiment" politique

Une première forme d'instrumentalisation apparaît lorsqu'un homme politique ciblé par de fortes suspicions de malversation ou de détournement de fonds publics sollicite



un journaliste d'investigation. L'objectif est double : utiliser la crédibilité du journaliste pour "laver" son image auprès de l'opinion publique et transformer une enquête potentiellement critique en un outil de défense. Des témoignages de journalistes confirment cette pression :

"Après une grosse affaire de détournement, une femme d'un haut responsable m'a approché. Elle m'a dit : 'Faites une enquête, mais une vraie, pour montrer que ce n'est pas mon mari le coupable. Donnez-lui la chance de rétablir la vérité'. Il ne s'agissait plus de chercher la vérité, mais de lui fabriquer une porte de sortie en utilisant mon nom. C'est le dilemme : refuser, c'est perdre une source et un accès. Accepter, c'est devenir un chargé de communication." (Extrait d'entretien, journaliste d'investigation).

Cette manœuvre illustre la capacité du pouvoir à coopter les mécanismes de contre-pouvoir. Tshibanda (2019), en analysant les relations ambiguës entre médias et élites, soutient que : « Le journaliste d'investigation, par la nature de son travail, détient une légitimité à dévoiler la vérité. En le subventionnant ou en l'orientant, les acteurs politiques parviennent à externaliser leur communication de crise sous couvert d'une démarche journalistique neutre ».

b) Le journaliste comme "arme" contre un rival politique

Une seconde forme, plus agressive, consiste pour un acteur politique à fournir des dossiers (parfois complets et documentés) à un journaliste dans le but d'anéantir un rival politique ou de le forcer à quitter son poste. Le journaliste devient alors, sans le savoir ou en connaissance de cause, un maillon dans une stratégie de succession ou d'élimination politique.

"Il y a quelques mois, un influent leader de la majorité présidentielle m'a donné une ' bombe ' contre un autre membre du gouvernement : tous les documents prouvant les conflits d'intérêts de son concurrent direct, celui qui visait le même poste que lui. C'était une enquête toute faite, j'avais juste à tout vérifier et à publier. Le matériel était là, mais la motivation était politique. C'est tentant car ça donne un 'scoop' facile, mais on ne sert plus le citoyen, on sert la guérilla politique."

Ce type d'instrumentalisation met en lumière un paradoxe éthique. Même si les informations sont factuellement vraies et révèlent des faits de corruption avérés, le biais de l'intention et la manipulation de l'agenda médiatique par une tierce partie compromettent l'indépendance de la démarche. À ce sujet, Mbuyi (2020, p. 41) met en garde contre la "journalisation des querelles d'élites" : « Lorsque la source d'information est un adversaire direct du sujet de l'enquête, le journaliste doit redoubler de prudence. L'enquête devient une simple caisse de résonance des conflits

inter-élites, et le véritable travail d'investigation (la recherche autonome et désintéressée de l'intérêt public) est éclipsé par la manœuvre ». La difficulté réside alors pour le journaliste à utiliser ces pièces à charge comme point de départ d'une contre-enquête rigoureuse et indépendante, sans se contenter d'être le simple porte-voix du donateur.

4.4. Étude de cas : L'affaire des forages et des lampadaires

Cette étude de cas se concentre sur l'enquête journalistique qui a révélé le scandale de la "surfacturation" des forages et des lampadaires en République Démocratique du Congo. Elle analyse le processus de l'enquête, les défis auxquels le journaliste a été confronté, et l'impact de sa publication sur les sphères politique, judiciaire et publique. Cette affaire illustre parfaitement les dynamiques de pouvoir et les risques inhérents au journalisme d'investigation dans un pays miné par la corruption.

1. Genèse de l'enquête : L'identification d'une opacité financière

Le point de départ de cette affaire réside dans les observations d'un montant jugé exorbitant déboursé par le Trésor public pour un projet de forages et d'éclairage public. L'ODEP (Observatoire de la Dépense Publique), en tant que plateforme de la société civile, a été l'un des premiers acteurs à tirer la sonnette d'alarme. L'organisation a souligné l'écart flagrant entre la somme de 398 millions de dollars et la réalité des travaux, critiquant le manque d'engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption. L'intérêt du journaliste Israël Mutombo pour cette affaire a été suscité par ses alertes et par la connaissance du contexte d'opacité autour des flux financiers en RDC. Le pays, classé 162e sur 184 dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International (2023), offre un terreau fertile pour de telles malversations. L'enquête a d'abord consisté à collecter des informations préliminaires, à analyser les rapports de la société civile et à identifier les acteurs clés impliqués dans la gestion des fonds.

2. Processus d'enquête

Le travail d'investigation du journaliste a consisté à aller au-delà des déclarations officielles pour obtenir des preuves concrètes. Son enquête a mis en lumière un protocole d'accord controversé de 500 millions de dollars signé avec la Banque Financière Internationale (BFI). L'Inspecteur général des Finances a été une source précieuse, pointant du doigt les irrégularités de cet accord, notamment le fait qu'il ait été conclu sans autorisation et qu'il ait dépassé les compétences du Fonds National d'Entretien Routier (FONER), l'institution censée le superviser.



Le processus d'enquête a nécessité de recouper les informations provenant de sources officielles (rapports d'audit interne) et d'informateurs. Il a fallu déchiffrer les mécanismes de la surfacturation pour démontrer la nature frauduleuse de l'opération, et identifier les responsabilités individuelles en pointant du doigt Nicolas Kazadi et François Rubota, respectivement anciens ministres des Finances et du Développement rural. L'enquête, en touchant à des figures puissantes du régime, a déclenché des réactions hostiles, illustrant les risques majeurs auxquels sont confrontés les journalistes d'investigation en RDC. Le journaliste Israël Mutombo a été la cible de tentatives de chantage et d'intimidation. Le fait de menacer de publier des "sextapes" montre le degré de bassesse auquel peuvent recourir les personnes incriminées pour discréditer le messager et faire échouer l'enquête. Ce type de chantage, qui vise à détruire la réputation et à paralyser le journaliste, est un frein majeur à la liberté de la presse. Il n'est pas seulement question de menaces physiques, mais d'une guerre psychologique qui vise à forcer le journaliste à l'autocensure.

3. Impact de l'enquête : De la révélation à l'inaction judiciaire

La publication de l'enquête a eu un impact politique et social immédiat. L'Assemblée nationale, sous la pression de l'opinion publique, a autorisé l'ouverture d'une enquête judiciaire contre Nicolas Kazadi et François Rubota. Cet acte, bien que significatif, reste un reflet de la pression politique plus que d'une véritable volonté de réforme.

Cette étude de cas met en lumière une limite importante : l'impunité. Malgré la révélation des faits, l'ouverture d'une enquête et les appels de l'ODEP pour une action judiciaire ferme, la conclusion de cette affaire reste incertaine. Florimond Muteba de l'ODEP souligne que le budget du pays ne peut être sécurisé que si le président s'engage "fermement contre la corruption, le détournement et l'impunité". L'affaire des forages et des lampadaires sert donc d'exemple parfait d'une enquête réussie dans la révélation, mais potentiellement limitée dans sa capacité à produire une justice concrète.

4.5. Les leviers de résilience

Face à ces menaces, les journalistes d'investigation en RDC ont développé des stratégies pour persister et renforcer leur pratique. Ces leviers sont principalement liés au soutien externe, aux adaptations méthodologiques et à la solidarité.

4.5.1. L'importance du soutien externe

Le soutien des organisations internationales est un levier indispensable à la survie du journalisme d'investigation en RDC. Ces partenariats apportent un soutien financier, technique et sécuritaire nécessaire, qui permet aux journalistes de contourner les limites imposées par leur environnement.

"Sans le soutien de l'ICIJ, le scandale des 'Panama Papers' n'aurait jamais été publié en RDC. C'est simple, nous n'avions pas les moyens de le faire. Ils nous ont fourni l'accès aux données, la formation, et le parapluie de leur notoriété. C'est un bouclier pour nous."

Ce témoignage d'un journaliste montre comment le soutien externe fournit non seulement des ressources matérielles, mais aussi une protection symbolique qui peut dissuader les agresseurs. Le fait de savoir qu'un reportage est également soutenu par des acteurs internationaux réduit le risque de représailles directes. Le soutien externe prend plusieurs formes :

- Bourses d'investigation : Financement direct de projets.
- Formations et mentorat : Amélioration des compétences techniques et éthiques.
- Assistance juridique et sécuritaire : Aide en cas de menaces ou de poursuites judiciaires.

Il est nécessaire de noter que cette dépendance peut parfois être perçue comme un frein à l'indépendance éditoriale. Les critiques soulignent que les agendas des donateurs peuvent influencer les choix thématiques des enquêtes (Mbuyi, 2020), poussant les journalistes à se concentrer sur des sujets qui intéressent les acteurs internationaux plutôt que sur des problèmes purement locaux.

4.5.2. Les stratégies d'adaptation

Pour contourner les obstacles, les journalistes d'investigation en RDC ont développé des méthodes d'enquête spécifiques et créatives. Ces stratégies d'adaptation sont la preuve de leur résilience et de leur ingéniosité. De nombreux journalistes utilisent des pseudonymes pour leurs enquêtes les plus sensibles afin de se protéger, réduisant leur visibilité et les risques de représailles. Ils s'appuient aussi sur l'investigation discrète, préférant la collecte de documents, l'analyse de données en ligne et l'observation plutôt que d'interroger directement les suspects. Un journaliste spécialisé dans les enquêtes sur l'exploitation minière illégale explique :

« Je ne pose pas de questions. J'écoute, je regarde. Je me fais passer pour un mineur, un commerçant, un voyageur. Je prends des photos, des vidéos, sans que personne ne le sache. Je récolte des documents. Le journalisme, ce n'est pas seulement parler, c'est surtout observer ».



Cette approche, basée sur l'enquête secrète, est un moyen de contourner les dangers d'une investigation ouverte. Le recours à des sources anonymes est également une préoccupation majeure. Les journalistes utilisent des canaux de communication cryptés et rencontrent leurs sources uniquement dans des lieux neutres. Un journaliste insiste sur l'importance de cette protection :

« La première chose que je dis à une source, c'est 'Ne me donne pas d'informations, donne-moi des documents'. Si tu as un document, tu ne peux pas le nier. On ne peut pas te menacer d'avoir un document. Tu ne peux pas te faire arrêter pour avoir un document. Mais si tu as une conversation téléphonique, tu es mort ».

Cet extrait d'entretien met en évidence l'importance de la preuve matérielle et la méfiance vis-à-vis de l'information orale, qui peut être facilement niée.

4.5.3. Les réseaux de solidarité

Les réseaux de solidarité, formels et informels, sont un pilier de la résilience. Ils constituent un filet de sécurité qui protège les journalistes de l'isolement et de la répression. Un journaliste interviewé, qui a failli être enlevé, attribue sa survie à son réseau :

"C'est grâce à mes confrères que je suis vivant. Quand j'ai eu des problèmes, on m'a arrêté brutalement. J'ai directement fait un message à un confrère. Le message disait : je suis enlevé sur l'avenue....., destination inconnue. Surement dossier tel.... Ce collègue a appelé un autre, qui a alerté le monde. Ils ont tous écrit des articles, ils ont fait des tweets. C'est grâce à cette solidarité que j'ai été libéré."

Ce témoignage illustre le pouvoir de la solidarité professionnelle. Ces réseaux opèrent comme un bouclier humain, créant une pression médiatique qui peut forcer les autorités à relâcher un journaliste arrêté. Ces réseaux de solidarité existent à plusieurs niveaux. Les collectifs locaux et nationaux fournissent un soutien émotionnel, matériel et financier en cas de difficultés. Les organisations de la société civile soutiennent les journalistes en dénonçant les abus et en plaidant pour leur protection. Les réseaux internationaux, quant à eux, apportent une visibilité globale aux cas de répression, faisant pression sur les autorités. Cette interconnexion, cette mutualisation des ressources et cette solidarité sont des signes que le journalisme d'investigation en RDC, bien qu'affaibli, est loin d'être mort. Il a développé des mécanismes d'adaptation qui lui permettent de survivre et, dans certains cas, de prospérer malgré les obstacles.

4.6. L'impact réel des enquêtes : Entre l'écho et l'impunité

Cette section évalue la portée des enquêtes journalistiques d'investigation en RDC. Elle va au-delà de la simple publication pour analyser les réactions qu'elles suscitent et les changements qu'elles entraînent. Les résultats montrent une réalité paradoxale : bien que les impacts directs soient limités, les effets indirects sur la société et les institutions sont significatifs.

8.

9. 4.6.1. Les impacts directs

Les impacts directs du journalisme d'investigation en RDC se manifestent par les réactions immédiates des acteurs politiques et sociaux, et par les changements concrets, bien que peu fréquents, qui en découlent. Les études de cas révèlent que la publication d'une enquête est rarement ignorée. Elle déclenche un "écho" initial, qui se propage dans l'espace public.

a) *Réactions immédiates : Déni, enquête ou silence*

La réaction la plus courante suite à la publication d'une enquête est le déni pur et simple des autorités. L'accusé et ses alliés usent de communiqués de presse, de déclarations publiques et de menaces pour tenter de discréditer les journalistes et de nier les faits. Un journaliste résume cette dynamique :

"On ne s'attend plus à ce qu'un ministre corrompu dise 'Oui, j'ai volé.' La réaction standard, c'est 'Ces journalistes sont payés par l'opposition.' Ils attaquent la crédibilité du messager pour éviter de parler du message. Cela met le public dans le doute et nous expose à des risques."

Ce déni initial est une tactique de gestion de crise et de défense politique, qui vise à neutraliser l'impact de l'enquête dès sa publication. Il est généralement suivi par une campagne de diabolisation des journalistes et de leurs sources. Dans de rares cas, des enquêtes peuvent forcer la main des autorités. Dans l'affaire du "lampadaire et des forages", une enquête sur le détournement de fonds publics destinés à l'installation des lampadaires et des forages, la pression publique fut telle que le gouvernement a été contraint d'ouvrir une enquête judiciaire. Un représentant de la société civile impliqué témoigne :

"Sans le travail des journalistes, on n'aurait jamais pu pousser les choses. Ils ont mis les faits sur la table. Les preuves étaient là. Le ministère public a dû agir, ne serait-ce que pour calmer la colère de l'opinion publique."

Cette analyse confirme que la réaction des autorités est directement proportionnelle à la pression de l'opinion publique. Si l'enquête fait un écho suffisant, elle peut forcer une réaction, même si cette dernière est de façade.

b) *Changements concrets*



Les cas où une enquête mène à un changement concret sont rares, mais ils existent et constituent des victoires significatives pour le journalisme d'investigation en RDC. Un des cas d'étude a révélé la démission d'un haut fonctionnaire suite à une enquête sur le détournement de fonds liés à un projet d'infrastructure. Le journaliste à l'origine de l'enquête explique le contexte de cette victoire :

"Il a démissionné. C'était un petit miracle. Mais ce n'est pas parce que la justice a agi. C'est parce que la pression du parti politique était trop forte. Il a été sacrifié pour ne pas éclabousser d'autres personnes. C'est une victoire, oui, mais c'est une victoire politique, pas une victoire de la justice."

Cette analyse nuance l'impact. Les changements concrets, comme les démissions ou les réformes, sont le résultat d'un jeu de pouvoir et non de l'application de l'État de droit. L'enquête agit comme un catalyseur, mais elle ne garantit pas la justice. Ce constat rejoint les observations du chercheur Lufungula (2019, p. 112), qui souligne que « les révélations peuvent déclencher des débats publics et des sanctions politiques, mais que ces dernières se traduisent rarement par des condamnations pénales ».

10. 4.6.2. Les impacts indirects et latents

11.

Si les impacts directs sont limités et conditionnés par le contexte politique, les impacts indirects du journalisme d'investigation sont plus profonds et durables. Ils agissent sur la société à long terme, en changeant les mentalités et en renforçant la conscience citoyenne.

a) L'effet de sensibilisation

Les entretiens ont révélé que le principal impact des enquêtes est de sensibiliser le public et de contribuer à l'éducation civique. Les enquêtes ne se contentent pas de dénoncer, elles expliquent les mécanismes de la corruption, le fonctionnement des institutions et les conséquences des malversations sur le quotidien des citoyens. Un journaliste qui a enquêté sur l'exploitation minière illégale, résume l'impact de son travail :

"Les gens savaient que les mines étaient illégales, mais ils ne savaient pas qui en profitait, quels hommes politiques étaient derrière, comment l'argent était blanchi. Mon reportage a donné des noms, des chiffres. Maintenant, les gens parlent d'un 'réseau' au lieu de simplement dire 'c'est la faute des politiques'. Ils comprennent la complexité du problème."

Cette analyse corrobore l'idée de Protess et al. (1991, p. 11) selon laquelle, « le journalisme d'investigation sert à la fois de source d'information pour le public et d'incitation à l'action pour les décideurs ». En exposant les rouages du système, les

enquêtes nourrissent la méfiance envers les figures corrompues et encouragent une demande plus forte de transparence.

b) L'impunité comme limite

Le frein majeur à l'impact concret du journalisme d'investigation en RDC est l'impunité qui règne. Malgré des preuves accablantes présentées dans les enquêtes, le système judiciaire faillit à traduire les coupables en justice. Un représentant d'une organisation de défense des droits de l'homme explique le pourquoi :

"Le système judiciaire est le maillon faible. Il est politisé, manque de ressources, et les juges sont habituellement corrompus ou intimidés. Même si on a un dossier en béton, on sait qu'il peut être enterré à tout moment. L'impunité n'est pas un accident, c'est un système qui protège les puissants."

Cette critique du système judiciaire rejoint les conclusions de Steyn et Blankenberg (2017), qui soutiennent que l'absence de redevabilité judiciaire érode la crédibilité du journalisme lui-même. Si le public voit que les enquêtes ne mènent à aucune conséquence, le sentiment de désespoir et de cynisme s'installe. Le "phare" du journalisme éclaire, mais le système d'application de la loi ne suit pas.

11.1.4.6.3. L'impact sur la redevabilité implicite

Malgré l'impunité, les entretiens suggèrent un effet plus subtil des enquêtes : la redevabilité implicite. Les enquêtes, en dénonçant publiquement les malversations, créent une certaine peur et un effet dissuasif chez les corrompus potentiels. Un journaliste expérimenté résume cette idée :

"On ne gagne pas la guerre contre les pratiques corruptives, mais on gagne des batailles. Quand on révèle un scandale, d'autres corrompus se disent : 'Attention, je suis le prochain sur la liste.' Ça les rend plus prudents, plus discrets. On ne les arrête pas, mais on les rend moins audacieux. C'est un petit pas, mais c'est un pas."

Cet effet dissuasif peut influencer les comportements, même sans condamnation. Il contribue à une normalisation de la transparence et de la redevabilité, en montrant que les actions illégales peuvent être exposées à tout moment. Les enquêtes agissent comme un mécanisme de surveillance citoyenne, même en l'absence de mécanismes de justice formels.

Conclusion

Cette recherche a examiné dans quelle mesure le journalisme d'investigation en RDC agit comme un "phare dans l'obscurité" face aux réalités congolaises. Les résultats, basés sur des entretiens et des études de cas, indiquent que le journalisme



d'investigation joue un rôle central, mais que son efficacité est régulièrement limitée par un environnement hostile. Malgré des contraintes extrêmes, le journalisme d'investigation en RDC éclaire les zones d'ombre de la corruption, de la mauvaise gouvernance et des abus de pouvoir. Il constitue un levier essentiel de redevabilité et de sensibilisation pour le public. Les journalistes, confrontés à une triple menace (sécuritaire, politique et économique), ont fait preuve de résilience et d'adaptation, en s'appuyant sur des outils numériques, pour l'analyse de données et la collaboration locale et transfrontalière pour contourner les obstacles. Néanmoins, le manque de suivi judiciaire et l'impunité systématique limitent l'impact concret de ces enquêtes. Les révélations, bien que puissantes, se heurtent à un système judiciaire politisé et inefficace. Le "phare" éclaire la vérité, mais l'absence de justice ne permet pas toujours de traduire les coupables en justice. Cette situation crée une certaine désillusion et érode la confiance du public, qui ne voit pas de conséquences concrètes aux malversations révélées.

En somme, le journalisme d'investigation en RDC est un acteur vital, mais il ne peut, à lui seul, compenser les faiblesses des institutions de l'État. Sa pleine efficacité dépend d'un effort concerté pour le protéger et pour réformer les piliers de la gouvernance, notamment le système judiciaire. À la lumière des défis et des stratégies de résilience identifiés, plusieurs pistes concrètes pourraient renforcer le journalisme d'investigation en RDC. D'abord, la création d'un fonds de soutien aux enquêtes indépendantes est essentielle pour contrer la précarité économique, un frein majeur. Ce fonds, géré par une entité tierce et indépendante, financerait directement les projets d'enquêtes pour garantir l'indépendance éditoriale. Ensuite, le renforcement des mécanismes de protection des journalistes est primordial, car la peur et les menaces physiques sont les principaux facteurs d'autocensure. Un plan de protection national, en partenariat avec les organisations de la société civile, inclurait des mesures de sécurité physique, une assistance juridique en cas de procès abusifs et la création d'un système d'alerte rapide en cas de danger.

Une collaboration avec le système judiciaire et les institutions de l'État est également nécessaire, puisque les journalistes ne peuvent pas à eux seuls mettre fin à l'impunité. En établissant des partenariats formels et informels, les journalistes pourraient partager les preuves recueillies pour les utiliser dans des procédures judiciaires, ce qui donnerait un sens à leurs enquêtes et renforcerait la confiance dans les deux secteurs.

Par ailleurs, une formation spécialisée en sécurité numérique et en méthodes d'enquête avancées est impérative. Le numérique est un levier de résilience, mais il crée de nouvelles vulnérabilités. Il est donc important de former les journalistes aux techniques de sécurité numérique et à l'utilisation d'outils avancés pour la protection de leurs sources et l'analyse de données.

Finalement, la sensibilisation et l'éducation du public sont essentielles. Les médias et les ONG doivent travailler de concert pour éduquer le public sur l'importance du journalisme d'investigation. En augmentant la demande d'information de qualité et en promouvant la citoyenneté active, la pression sur les acteurs corrompus et le poids des

enquêtes journalistiques s'en trouveront accusés. Ces recommandations ne garantissent pas un changement immédiat, mais elles jettent les bases d'un écosystème médiatique plus robuste, où le journalisme d'investigation en RDC pourra non seulement éclairer l'obscurité, mais aussi, à terme, aider à la dissiper.

Références bibliographiques

- Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ). (2024). *Attaques contre la Presse : Un rapport mondial*. New York : Comité pour la Protection des Journalistes.
- De Burgh, H. (2008). *Journalisme d'investigation : Contexte et pratique*. New York : Routledge.
- Entman, R. M. (1993). Cadrage (*Framing*) : Vers une clarification d'un paradigme fracturé. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58
- Filler, L. (1976). *The muckrakers*. University Park : Pennsylvania State University Press.
- Hallin, D. C. (2000). Commercialism and professionalization in the American news media. In J. Curran & M. Gurevitch (Eds.), *Mass media and society* (3rd ed., pp. 289-312). London: Arnold.
- Hunter, M. (2011). *Story-based inquiry: a manual for investigative journalists*. Paris: UNESCO.
- Kadima, A. (2015). *La précarité des journalistes congolais et son impact sur la liberté de la presse*. (Mémoire de master inédit, Université de Kinshasa).
- Kasongo, M., & Mamba, P. (2020). *Le numérique au service du journalisme d'investigation en RDC*.
- Lewin, K. (1943). Forces behind food habits and methods of change. *Bulletin of the National Research Council*, 108, 35-65.
- Lufungula, F. (2019). *Impact des enquêtes d'investigation sur les politiques publiques en RDC*. Rapport.
- Mabika, R., & Zola, D. (2021). *La disintermédiation du journalisme en ligne en RDC*.
- Mbuyi, L. (2020). *L'influence des bailleurs de fonds sur l'agenda médiatique en RDC*. Rapport.
- McCombs, M. E., & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176-187.
- Mukendi, P., & Lwamba, M. (2022). *Le journalisme communautaire en Afrique centrale*.
- Mutunda, J. (2018). *Le journalisme d'investigation face aux défis sécuritaires et politiques en RDC*. (Thèse de doctorat inédite, Université de Kinshasa).
- Protess, D. L., Cook, F. L., Doppelt, J. C., Ettema, J. S., Gordon, M. T., Leff, D. R., & Miller, P. (1991). *The journalism of outrage: investigative reporting and its aftermath*. New York : Guilford Press.
- Reporters sans frontières (RSF). (2024). *Classement mondial de la liberté de la presse 2024*. Paris: Reporters sans frontières.
- Steyn, M., & Blankenberg, B. (2017). The paradox of investigative journalism: The lack of impact in contexts of impunity. *African journalism studies*, 38(2), 1-20.
- Transparency International. (2023). *Rapport annuel sur la corruption*. Berlin: Transparency International.
- Wasserman, H., & De Beer, A. S. (2009). *The handbook of african media*. New York, NY: Routledge.